

RAPPORT FINAL : AUDIENCE D'ASSANGE, JOUR DIX-SEPT

30 septembre 2020 Par Joe Lauria, Exclusif pour Consortium News <https://consortiumnews.com/2020/09/30/live-updates-assange-hearing-day-seventeen-us-intel-spying-on-assange-detailed-in-court-including-plan-to-kidnap-or-poison-him/>

Consortium News se trouve virtuellement "à l'intérieur" de la salle d'audience de l'Old Bailey, et suit les débats par liaison vidéo. Le dix-septième jour de la reprise de l'audience d'extradition, la défense progresse avec des témoignages sur la surveillance et les menaces dont Assange a fait l'objet.



Le Glaive et la Balance de la Justice

L'activité des services de renseignements américain concernant Assange est détaillée au tribunal, y compris les plans pour le kidnapper ou l'empoisonner

Les services de renseignements américains ont envisagé des plans pour kidnapper ou empoisonner Julian Assange, a-t-on appris mercredi au tribunal. Après que l'accusation ait déclaré qu'elle n'était pas en mesure de faire des vérifications concernant les deux témoins anonymes de l'affaire UC Global en Espagne, l'avocat de la défense Mark Summers a lu le témoignage au tribunal, un jour plus tôt que prévu .

Témoin anonyme n°1

Le premier témoin a décrit qu'il travaillait pour David Morales, fondateur d'UC Global, et en était propriétaire à 50 %. Le témoin a expliqué comment, en juillet 2016, Morales a insisté pour se rendre seul à une conférence sur la sécurité à Las Vegas. De retour dans les bureaux espagnols, Morales a parlé d'un contrat " ostentatoire " avec le casino de Sands, propriété du milliardaire Sheldon Adelson, pour assurer la sécurité du yacht de ce dernier. Le témoin a ajouté que cela n'avait pas de sens car le yacht était déjà protégé.

Morales a déclaré au bureau que la société, qui n'avait qu'un seul contrat, pour assurer la sécurité de l'ambassade de l'Équateur à Londres, "jouait désormais dans la cour des grands". Il a déclaré qu'en travaillant avec ses "amis américains" qui "nous obtiendront des contrats dans le monde entier", la société était "passée du côté obscur". Le témoin a déclaré avoir appris que Morales avait un "contrat illicite pour obtenir des informations sensibles sur Julian Assange et le

président de l'Équateur".



David Morales (GrayZone)

Le témoin a déclaré que le contact de Morales à Las Vegas était Zohar Lahav, vice-président israélo-américain chargé de la protection des cadres à Las Vegas Sands. Lahav avait "accepté de coopérer avec les services de renseignements américains pour leur fournir des informations sur Assange", a déclaré le premier témoin anonyme. UC Global avait utilisé à l'ambassade des caméras de sécurité qui n'enregistraient pas le son et des rapports quotidiens étaient rédigés par le personnel d'UC Global de Londres. "L'accord parallèle avec les autorités américaines exigeait que ces rapports soient envoyés au "côté obscur"", comme l'a dit Morales. Morales se déplaçait deux fois par mois pour apporter ces rapports à ses "amis américains" aux États-Unis.

Le témoin a déclaré : "J'ai demandé qui étaient les amis américains et il a répondu les services de renseignements américains. Quand je lui ai demandé qui en particulier, il m'a interrompu." Pendant ce temps, le témoin a remarqué que Morales s'était soudainement enrichi de façon notoire. Le témoin a déclaré que Morales était payé 200 000 euros par mois par les États-Unis. Après la victoire de Donald Trump, a déclaré le témoin, les voyages de Morales aux États-Unis se sont multipliés et en juillet 2017, Morales a ordonné que les caméras de l'ambassade soient remplacées pour fournir le son en plus des images.

Une équipe espagnole se rendait régulièrement à Londres pour recueillir les enregistrements sur des disques durs et Morales les apportait aux États-Unis. Morales a ensuite démontré une "obsession" pour la surveillance audio et vidéo des rencontres d'Assange avec ses avocats à l'ambassade parce que les "amis américains l'avaient demandé", a déclaré le témoin. "J'ai ensuite mis fin à notre relation et vendu mes parts", a déclaré le témoin.

Témoin anonyme n° 2

Le deuxième témoin a rejoint UC Global en février 2015 en tant qu'expert en informatique. Il a répété que lorsque Morales est revenu de son premier voyage aux États-Unis, il a annoncé que "nous passions en première division" et que la société était "passée du côté obscur".

Morales a ensuite déclaré que les "amis américains" surveillaient la compagnie de sorte que tout devait être crypté. Après la victoire de Trump, Morales est devenu obsédé par l'obtention d'autant d'informations que possible sur Assange, et a demandé au témoin de créer une équipe spéciale pour collecter et traiter le matériel de l'ambassade.



(A gauche) Loren Slocum Lahav avec son mari Zohar Lahav, vice-président de Sands pour la protection des cadres supérieurs. Il s'agit là de la seule photo publiquement accessible du professionnel de la sécurité. (A droite) Slocum Lahav avec Tony Robbins, partenaire commercial de longue date.

Il a reçu l'ordre d'installer de nouvelles caméras et de ne pas en partager les caractéristiques. Il a témoigné qu'on lui avait ordonné de mentir si quelqu'un lui demandait si les caméras enregistraient aussi de l'audio. En juin 2017, Morales a reçu des instructions précisant que des caméras devaient être installées pour fournir un "streaming" afin que nos "amis aux États-Unis puissent accéder à l'intérieur de l'ambassade en temps réel", a déclaré le témoin.

Morales a dit que ces instructions venaient des "sphères les plus élevées". "Cela m'a inquiété et je lui ai dit que ce n'était pas possible", a déclaré le témoin. Mais Morales a ensuite envoyé par e-mail des instructions en anglais, ces dernières, selon le témoin, provenaient des "amis américains". Le témoin a continué de dire qu'il avait refusé parce que c'était "manifestement illégal".

En janvier 2017, le témoin a déclaré que Morales lui avait demandé de mettre l'ambassade entière sur écoute sur ordre des Américains. Morales a déclaré que le but était d'enregistrer les rencontres avec les visiteurs mais plus particulièrement avec ses avocats. On a demandé au personnel de l'ambassade de surveiller les avocats sur ordre des "amis américains", a déclaré le témoin.

On leur a également demandé de relever les empreintes digitales d'Assange sur un verre, de lui voler des documents, puis de voler la couche d'un bébé qui était régulièrement amené à rendre visite à Assange. Les Américains voulaient savoir si Assange en était le père, mais le témoin a déclaré qu'il avait refusé et avait plutôt averti la mère afin qu'elle n'amène plus l'enfant à l'ambassade.



Assange s'exprimant depuis le balcon de l'ambassade de l'Équateur, décembre 2018.

En janvier 2019, le témoin a déclaré avoir reçu l'ordre d'apposer des autocollants portant la mention "CCTV" sur les fenêtres de l'ambassade. Lorsqu'il a demandé quel en était le but, le témoin a déclaré que "les Américains utilisaient des microphones laser pour écouter à l'intérieur de l'ambassade mais qu'Assange utilisait une veilleuse sonore qui faisait vibrer les fenêtres". Les autocollants éliminaient les vibrations". [CCTV est un fabricant de caméras de surveillance, NdT]

Le deuxième témoin anonyme a déclaré qu'en 2017, on lui a montré l'iPad d'un avocat d'Assange qui avait été piraté lors d'une rencontre avec Assange. Le témoin a déclaré que les Américains étaient "très inquiets" à propos de la visite à Assange de Dana Rohrabacher, alors membre du Congrès californien. "Morales m'a demandé de contrôler tout ce qui concernait cette visite", a déclaré le témoin. Morales a également évoqué avec lui la possibilité de pénétrer dans les bureaux espagnols de l'avocat d'Assange, Bathasar Garcon, et quelques mois plus tard, il a été informé que ces bureaux avaient été cambriolés.

Des mesures extrêmes

I recall that on one occasion, in Jerez de la Frontera, at the UC Global headquarters, around December 2017, David said that the Americans were desperate and that they had even suggested that more extreme measures should be employed against the "guest" to put an end to the situation of Assange's permanence in the embassy. Specifically, the suggestion that the door of the embassy could be left open, which would allow the argument that this had been an accidental mistake, which would allow persons to enter from outside the embassy and kidnap the asylee; even the possibility of poisoning Mr. Assange was discussed, all of these suggestions Morales said were under consideration during his dealing with his contacts in the United States. Obviously, we employees were shocked at these suggestions and commented amongst ourselves that the course that Morales had embarked on was beginning to become dangerous.

Mesures Extrêmes

En décembre 2017, le témoin a déclaré que "les États-Unis étaient vraiment déterminés" à faire sortir Assange de l'ambassade, et que "des mesures plus extrêmes devraient être utilisées".

"Laisser la porte de l'ambassade ouverte pour permettre l'enlèvement et même l'empoisonnement de M. Assange était à l'étude", tels ont été les mots prononcés par Morales selon le témoin. Pour la défense, Summers a ensuite expliqué à la cour comment les deux témoins ont approché un avocat qui a contacté un tribunal de Madrid, ce dernier a lancé un mandat d'arrêt, fait faire une perquisition au domicile de Morales, et a finalement intenté des poursuites contre lui.

La réaction d'Ellsberg

Avant que l'on sache que le témoignage aurait lieu mercredi plutôt que jeudi, Daniel Ellsberg, le lanceur d'alerte des Pentagon Papers qui a témoigné pour la défense la deuxième semaine, a écrit dans un message électronique : « Il y a eu un développement dramatique dans l'affaire Assange : on a dit que le jeudi (ce qui donnait au procureur une journée pour conférer avec le DOJ) il y aurait un témoignage anonyme précisant que la CIA a non seulement surveillé les conversations d'Assange avec ses avocats (et tous les autres visiteurs) à l'ambassade équatorienne, mais qu'ils ont comploté pour le kidnapper ou l'empoisonner ! C'est en substance cette même disposition qui a mis fin à mon affaire et a conduit Nixon à l'impeachment, et à sa démission ! En d'autres termes, Julian peut, par miracle, être libéré sur cette base (éventuellement), tout comme je l'ai été ! »

Il est bien sûr impossible de savoir quel sera l'impact de ce témoignage sur la juge Vanessa Baraitser. Le fait que celui-ci ait été autorisé par Baraitser sans qu'il y ait objection de l'accusation est significatif. Cependant, il s'agit d'un témoignage dans une affaire en cours qui n'a pas encore été jugée, et qui pourrait ne pas l'être au moment où Baraitser rendra sa décision en janvier.

Cependant, ce témoignage a démontré que le gouvernement exerçant les poursuites, a donné la priorité à la surveillance des conversations privées d'Assange avec ses avocats, et le fait que ce gouvernement ait envisagé de l'enlever ou de le tuer doit peser sur son esprit tout comme le type d'inconduite gouvernementale qui a permis la libération d'Ellsberg, comme il le dit lui-même.

Si elle ne se prononçait pas en sa faveur, c'est cependant un témoignage qui pourrait avoir plus de chance en cas d'appel devant la Haute Cour britannique.